

Agriculture : le danger des prix bas



Il faut des produits alimentaires pour tous les goûts et toutes les bourses. - Gile Michel/Sipa

LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ECONOMISTES - Vouloir baisser les prix des produits agricoles au profit du pouvoir d'achat des ménages est un mauvais calcul.

Ce n'est pas parce que le prix d'un produit agricole baisse que sa qualité augmente. C'est souvent l'inverse. Dans l'industrie, on peut baisser les prix en produisant sur plus grande échelle. Mais il faut que la qualité demeure.

Cette qualité concerne le coût d'usage du produit dans la durée (sa fiabilité) et, désormais, la responsabilité sociale et environnementale de la chaîne de production. Mais les produits agricoles ne sont pas des produits industriels : ils sont plus compliqués, « vivants » et différents.

Sécurité et variété

« Vivants » d'abord : viande, poisson, lait, fromages... ont une durée, brève et normée, pour être transformés et consommés. Les acheter, c'est payer le résultat d'un processus, souvent long et complexe, de transformations largement manuelles. Le prix final couvre ces coûts, dont une part assure la qualité du produit à chaque étape, qualité en termes de sécurité alimentaire et organoleptique.

On le comprend : le moindre défaut sur la sécurité (lait, viande, plat préparé...) implique un arrêt immédiat de l'achat et souvent une crise, radicale et excessive, de la filière. Elle est hors de

proportion avec ce qui se passe pour tout autre produit.

"La France est le pays des fromages, des appellations contrôlées, des règles et normes, des différenciations objectives et subjectives."

Différents ensuite : le produit agricole donne ses lieu et date de naissance, son nom, sa composition physique et nutritive. Il cherche à se distinguer des autres, pour satisfaire au mieux une vaste palette de goûts. La France est le pays des fromages, des appellations contrôlées, des règles et normes, des différenciations objectives et subjectives. Il en faut pour tous les goûts et pour toutes les bourses. A côté de la « demande de sécurité », les produits agricoles répondent aussi à une « demande de variété », qui implique aussi des coûts, donc des prix, différents.

Appauvrissement des agriculteurs

Vouloir faire baisser [les prix alimentaires](#) et des boissons non alcoolisées dans la dépense des ménages répond à l'objectif de « libérer » du pouvoir d'achat au profit du secteur ayant pignon sur rue, celui des services (soins à la personne, garde d'enfant hors domicile, services financiers et d'assurances notamment). Mais cette fonction augmente de 3 points de 2001 à 2011 (de 11,7 à 14,7 %) dans la dépense des ménages, alors que le poids de l'alimentaire en perd 0,5 (de 16,9 à 15,4 %).

Poursuivre encore la pression à la baisse des prix alimentaires, c'est donc augmenter les contraintes, de l'aval (la distribution) vers l'amont, mettre en cause la filière. Outre les effets de cette politique sur l'emploi dans la distribution et les villages, sur l'écologie (entretien des sols et diversité des paysages) et l'image du pays (la qualité des restaurants vient, en bonne part, de celle des produits), se pose d'abord le risque sanitaire qui peut naître de l'appauvrissement des producteurs.

À lire aussi